

Non à la régression des droits des femmes en Espagne et ailleurs !

La liberté face à l'obscurantisme !

2014 : pour nos droits, pour nos choix !

20 décembre 2013, le gouvernement espagnol Rajoy veut annuler la loi autorisant l'avortement, rappelant les sombres heures du franquisme.

Il revient sur la loi obtenue en 2010 qui légalisait l'avortement jusqu'à 14 semaines d'aménorrhée (22 pour raison médicale) au mépris des recommandations des textes internationaux de l'Organisation Mondiale de la Santé et de l'Organisation des Nations Unies. Renouant avec des pratiques qui dénie la liberté de choix aux femmes, au mépris des droits humains fondamentaux, il annonce clairement son projet de société : maintenir les femmes dans un statut social étroit et de soumission.

Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans l'offensive européenne des opposants aux droits des femmes comme l'a illustré en décembre 2013 le rejet du rapport Estrela par le parlement européen (rapport sur la santé et les droits reproductifs, traitant de l'accès aux contraceptifs et à l'avortement, de la procréation médicalement assistée, de l'éducation sexuelle et de la liberté de conscience). Ce rapport proposait que l'avortement soit de la compétence de l'Union européenne encourageant ainsi tous les états membres à l'autoriser. Ce refus d'accepter le droit des femmes à disposer de leur corps, cette persistance à les considérer comme des sous citoyennes incapables de décider par elles-mêmes désigne l'enjeu : quelle société voulons-nous ?

Le combat des femmes, des forces démocratiques et associatives espagnoles pour ce droit fondamental est le nôtre, et nous le soutiendrons ici et ailleurs, car il est le combat de celles et ceux qui veulent l'égalité entre les femmes et les hommes.

Il rejoint les luttes que nous avons menées et que nous continuons à mener dans notre pays. Car si le droit à l'avortement est bien inscrit dans la loi française, la concrétisation du droit à travers des centres d'avortement nombreux, permettant un accueil et des soins de qualité, n'est toujours pas assurée de manière satisfaisante dans toutes les régions.

C'est aussi un soutien à toutes les femmes obligées de se rendre dans une autre région ou dans un autre pays parce que là où elles vivent l'accès à l'avortement est difficile, voire interdit.

Nous appelons à :

- lutter pour une Europe où toutes les femmes pourraient disposer librement de leur corps sans contrainte étatique et religieuse et qui intègre ces droits à la charte européenne des droits fondamentaux

- soutenir le combat des femmes espagnoles pour conserver l'acquis qu'elles ont gagné de haute lutte

Les féministes espagnoles organisent une manifestation à Madrid le 1er février,
Mobilisons nous pour les soutenir,

Manifestons ensemble, SAMEDI 1^{er} FEVRIER à 14H

Place de la comédie (devant le Grand Théâtre)

tram B - arrêt Grand Théâtre

NON à l'ordre moral qui veut gérer nos vies,

OUI à nos droits, tous nos droits et la liberté de choix d'avoir un enfant ou non.

Femmes d'Espagne, de France et d'ailleurs, unies dans le même combat!

A l'appel du collectif bordelais pour les droits des femmes : APAFED, CACIS, Collectif étudiantes féministes de Bordeaux, Femmes Solidaires La Teste, Femmes Egalité comité Flora Tristan, Gauche Unitaire, IPPO, Maison des femmes, Mouvement Jeunes femmes 33, Osez le féminisme 33, Planning Familial 33, FSU Gironde, Solidaires 33, UD CGT Gironde, AC Gironde, Ay Carmela, COSS 33 (coordination santé solidarité Gironde), « la santé un droit pour tous », Mouvement Burkinabé de l'Homme et des peuples, EELV Aquitaine, Front de Gauche, MJS 33, NPA 33, Parti de Gauche, PCF 33, PS 33, des individuel-le-s....

« Parce que je décide ».

Texte écrit par Alicia Miyares qui sera remis le 1^{er} février à Madrid au Congrès des députés, au chef du gouvernement, au président du Congrès, à la Ministre Ana Mato, au Ministre Alberto Ruiz Gallardón et aux différents groupes du Congrès.

Parce que je décide à partir de l'autonomie morale, qui est la base de la dignité de toute personne, je n'accepte aucune obligation ou interdiction concernant mes droits sexuels et reproductifs, et en conséquence aucune entrave à ma totale réalisation en tant que personne. En tant qu'être humain autonome, je refuse d'être soumise à des traitements dégradants, à des ingérences arbitraires et à des tutelles coercitives dans ma décision d'être ou de ne pas être mère.

Parce que je suis libre j'invoque la liberté de conscience en tant que bien suprême comme fondement de mes choix. Je qualifie de cyniques ceux qui en appellent à la liberté pour la restreindre et de malveillants ceux qui, sans se soucier de la souffrance causée, veulent imposer à tous leurs principes de vie basés sur des révélations divines. En tant qu'être humain libre, je refuse d'accepter une maternité forcée et un régime de tutelle qui condamne les femmes « à la minorité d'âge sexuel et reproductif ».

Parce que je vis en démocratie, et que je suis une démocrate, j'accepte les règles du jeu qui séparent les droits relatifs au péché et à la loi religieuse. Aucune majorité politique issue des urnes, aussi absolue soit-elle, est légitime pour transformer les droits en délit, et nous obliger à suivre des principes religieux sous peine de sanction pénale. En tant que citoyenne, j'exige de ceux qui nous gouvernent qu'ils ne transforment pas le pouvoir démocratique, sauvegarde de la pluralité, en despotisme.

Parce que je décide, parce que je suis libre et parce que je vis en démocratie, j'exige du gouvernement, quel qu'il soit, qu'il promulgue des lois favorisant l'autonomie morale, préservant la liberté de conscience et garantissant la pluralité et la diversité des intérêts.

Parce que je décide, parce que je suis libre et parce que je vis en démocratie, j'exige que soit conservée l'actuelle *loi de santé sexuelle et reproductive et d'IVG* pour favoriser l'autonomie morale, préserver la liberté de conscience et garantir la pluralité des intérêts de toutes les femmes.

"Porque yo decido". Texto que se entregará en el Congreso de los Diputados. En Madrid, el 1 de febrero, partiremos a las 12.00 h desde la estación de Atocha hacia el Congreso de los Diputados, donde entregaremos, por registro, el siguiente texto, escrito por Alicia Miyares, al Presidente del Gobierno, el Presidente del Congreso, la ministra Ana Mato, el ministro Alberto Ruiz Gallardón y los distintos grupos del Congreso.

Porque yo decido desde la autonomía moral, que es la base de la dignidad de una persona, no acepto imposición, o prohibición alguna en lo que concierne a mis derechos sexuales y reproductivos y, por lo tanto, a mi plena realización como persona. Como ser humano autónomo me niego a ser sometida a tratos degradantes, injerencias arbitrarias y tutelas coactivas en mi decisión de ser o no ser madre.

Porque soy libre invoco la libertad de conciencia como el bien supremo sobre el que fundamentar mis elecciones. Considero cínicos a quienes apelan a la libertad para restringirla y malévolos a quienes no importándoles el sufrimiento causado quieren imponer a todos sus principios de vida basados en inspiraciones divinas. Como ser humano libre me niego a aceptar una maternidad forzada y un régimen de tutela que condena a las mujeres a la "minoría de edad sexual y reproductiva".

Porque vivo en democracia y soy demócrata acepto las reglas de juego que deslindan derechos de pecados y ley de religión. Ninguna mayoría política nacida de las urnas, por muy absoluta que sea, está legitimada para convertir los derechos en delitos y obligarnos a seguir principios religiosos mediante sanción penal. Como ciudadana exijo a los que nos gobiernan que no transformen el poder democrático, salvaguarda de la pluralidad, en despotismo.

Porque yo decido, soy libre y vivo en democracia exijo del gobierno, de cualquier gobierno, que promulguen leyes que favorezcan la autonomía moral, preserven la libertad de conciencia y garanticen la pluralidad y diversidad de intereses.

Porque yo decido, soy libre y vivo en democracia exijo que se mantenga la actual *Ley de salud sexual y reproductiva y de interrupción voluntaria del embarazo* por favorecer la autonomía moral, preservar la libertad de conciencia y garantizar la pluralidad de intereses de todas las mujeres.